



Marché MPPA 2025-05

2025-698/05/00-00-00

Marché de Service de prestations intellectuelles

**Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
technique de diagnostic,
de conception et de suivi des travaux
de modernisation de la GTB du siège de la
Caisse d'allocations familiales du Rhône**

MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE

**En application des articles R.2123-1
du Code de la Commande Publique**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Nomenclature en application de :

- **Classification de la branche famille de sécurité sociale : 85.00**
 - **Classification CPV : 71000000-8**

Ce document comporte 30 pages

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Décomposition du marché	4
1.3 Missions complémentaires.....	4
ARTICLE 2 – INTERVENANTS DANS L’OPÉRATION	5
2.1 Maîtrise d’Ouvrage	5
2.2 Assistance à Maîtrise d’Ouvrage technique	5
2.3 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)	5
2.4 Contrôle technique	5
2.5 Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)	5
2.6 Modalités de collaboration de l’Assistance à Maîtrise d’Ouvrage technique avec les autres intervenants	6
2.7 Comptes-rendus des réunions	6
ARTICLE 3 – DISPOSITIONS JURIDIQUES APPLICABLES ET OBLIGATIONS DES PARTIES.....	6
3.1 Pièces contractuelles	6
3.2 Réglementation applicable.....	7
3.3 Définitions.....	7
3.4 Représentation des parties	8
3.5 Obligations des parties	8
ARTICLE 4 – SOUS TRAITANCE	9
ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ - DELAI D’EXECUTION	9
5.1 Durée du marché.....	9
5.2 Délais prévisionnels d’exécution des éléments de missions et de remise des documents à remettre par l’Assistance à Maîtrise d’Ouvrage technique.....	10
5.3 Prolongation des délais d’exécution.....	11
5.4 Arrêt de l'exécution des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage technique.....	11
ARTICLE 6 – Modalités d’EXECUTION DES PRESTATIONS	12
6.1 Exécution des éléments de mission.....	12
6.2 Format et support pour la remise des études	12
6.3 Point de départ des délais de présentation des documents	13
ARTICLE 7 – SUIVI DES MARCHES DU ASSISTANCE À MAÎTRISE D’OUVRAGE/BET ET DES TRAVAUX.....	13
7.1 Réunions de chantier	13
7.2 Ordres de services	13
ARTICLE 8 – REMUNERATION DE L’ASSISTANCE A MAITRISE D’OUVRAGE TECHNIQUE	15
8.1 Dispositions générales.....	15
8.2 Enveloppe financière prévisionnelle des travaux	16
8.3 Modalités de fixation du forfait de rémunération.....	16

ARTICLE 9 - PRIX	16
ARTICLE 10 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE.....	17
10.1 Transmission des demandes de paiement.....	17
10.2 Délais de paiement	17
10.3 Avances et acomptes	17
10.4 Paiement des cotraitants.....	19
10.5 Paiement des sous-traitants	19
ARTICLE 11 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE / BUREAU D'ETUDE	19
ARTICLE 12– CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET CONTRAINTES.....	20
12.1 Contraintes générales	20
12.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	20
12.3 Protection de l'environnement, sécurité et santé.....	20
12.4 Qualité environnementale	20
12.5 Insertion sociale.....	21
12.6 Maintenance future de l'ouvrage.....	21
12.7 Mode de dévolution du(es) marché(s) de travaux.....	21
ARTICLE 13 – MODALITES DE REALISATION DU SUIVI FINANCIER DES MARCHÉS DE TRAVAUX 21	
13.1 Vérification des projets de décompte des entrepreneurs (marché de travaux)	21
13.2 Instruction des mémoires en réclamation	23
ARTICLE 14 -PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	23
ARTICLE 15 – CONNAISSANCES ANTERIEURES / DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	23
ARTICLE 16 – PENALITES	25
16.1 Pénalités de retard	26
16.2 Pénalités pour manquement aux obligations de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique.....	26
16.3 Défaillance de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique dans la mise en œuvre des opérations de réception.....	26
16.4 Carence constatée dans la délivrance des ordres de services dans le cadre du suivi de l'opération ..	27
ARTICLE 17 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	27
ARTICLE 18- ASSURANCE.....	29
ARTICLE 19 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	29
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG	30

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché est un marché de service de prestations intellectuelles portant sur la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE) technique de diagnostic, de conception et de suivi des travaux de modernisation de la GTB du bâtiment siège de la Caisse d'allocations familiales du Rhône, avec la connexion à la GTB du bâtiment de Villefranche-sur-Saône.

Lieu(x) d'exécution des prestations :

Caisse d'allocations familiales du Rhône, 67 boulevard Vivier Merle, LYON 3^{ème}.

1.2 Décomposition du marché

Le contenu des éléments constituant la mission confiée à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique sont issues partiellement des missions de maître d'œuvre définies aux articles R.2431-19 à R.2431-23 du Code de la Commande Publique, avec les précisions qui suivent s'agissant d'une opération de modernisation ne concernant que la GTB de l'ouvrage de bâtiment.

C'est pour cela que les missions confiées au titre de ce marché sont limitées, à savoir :

La mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique attribuée au titulaire est composée d'une partie des missions de base, dont le contenu est défini aux articles R.2431-4 et R.2431-5 du Code de la Commande Publique, à savoir :

- DIAG : Diagnostic ;
- APD : les études avant-projet Définitif ;
- DCE / ACT : l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ;
- VISA : l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;
- DET : la direction de l'exécution des marchés de travaux ;
- AOR : l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA).

Au-delà de ces éléments, l'étendue de la mission est susceptible d'évoluer dans le cadre de la négociation.

Le contenu de chaque élément est celui qui figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.3 Missions complémentaires

- des autres éléments de mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique suivants :
- OPC.

ARTICLE 2 – INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

2.1 Maîtrise d'Ouvrage

La Maîtrise d'Ouvrage est assurée par la Caf du Rhône.

2.2 Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) sous le nom de « Bureau d'étude Technique » ou principalement « Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique », sont précisées dans l'Acte d'Engagement.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la/des personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans l'Acte d'Engagement, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG MOE sont applicables.

Les coordonnées postales et électroniques de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique, nécessaires aux diverses notifications, sont celles renseignées dans l'Acte d'Engagement.

Les missions de chacun des co-traitants seront réparties par co-traitant au sein du mémoire technique du Titulaire qui aura valeur contractuelle.

2.3 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

Le Maître d'Ouvrage confie la mission OPC au Bureau d'étude aussi appelée Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (Assistance à Maîtrise d'ouvrage) technique.

2.4 Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par : désigné ultérieurement.

Les missions confiées par le Maître d'Ouvrage au contrôleur technique sont relatives :

- à la mission GTB.

L'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage technique doit intégrer dans ses études, sans rémunération supplémentaire, l'ensemble des observations du contrôleur technique que le Maître d'Ouvrage lui a notifié, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études qu'à celui de la réalisation de l'ouvrage.

Si ces remarques interviennent après la mise au point des marchés de travaux et font suite, soit à l'application d'une réglementation nouvelle, soit à la modification d'une réglementation existante, les études supplémentaires peuvent donner lieu à une rémunération complémentaire pour l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique. Cette rémunération est négociée avec le Maître d'Ouvrage et un avenant est établi, le cas échéant.

2.5 Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

La Coordination Sécurité et Protection de la Santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

L'opération relève de la catégorie 2.

Conformément aux articles L.4531-1 au L.4532-18 du Code du Travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le Maître d'Ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique et le Coordonnateur SPS est soumis au Maître d'Ouvrage.

2.6 Modalités de collaboration de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique avec les autres intervenants

Dès la réunion de lancement, le Maître d'Ouvrage communique la liste des intervenants déjà désignés, précise leurs missions respectives et les coordonnées des interlocuteurs désignés. En application de l'article 3.9 du CCAG-MOE, les modalités de collaboration de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique avec l'ensemble des prestataires du Maître d'Ouvrage concourant à l'opération sont précisées lors de cette réunion.

Le Maître d'Ouvrage autorise l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s'engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des autres intervenants concourant à la réalisation de l'opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, l'assistance à maîtrise d'ouvrage technique informe le maître d'ouvrage sans délais.

2.7 Comptes-rendus des réunions

Les comptes-rendus de l'ensemble des réunions nécessaires à l'exécution des prestations et à la réalisation de l'opération (bilatérales entre l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique et le Maître d'Ouvrage, de chantier, d'avancement etc.) sont établis par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique qui les communique dans un délai de 5 jours ouvrés suivants la réunion.

Les destinataires disposent de 5 jours ouvrés pour émettre des observations sur le compte rendu à compter de sa réception.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS JURIDIQUES APPLICABLES ET OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre de priorité suivant en cas de contradiction entre leurs stipulations.

- L'acte d'engagement incluant :
 - o Le tableau des éléments de décomposition de l'offre financière de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique par mission et par co-traitant, le cas échéant ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) ;

- Le mémoire technique comprenant la répartition des tâches prévues au CCAP et CCTP par mission et par co-traitant, le cas échéant de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3.2 Réglementation applicable

L'acheteur est soumis aux dispositions du livre IV du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article L.2421-1 du Code de la Commande Publique, les attributions du maître d'Ouvrage qui, pour chaque opération envisagée, s'est assuré préalablement de sa faisabilité et de son opportunité, sont les suivantes :

- 1° La détermination de sa localisation ;
- 2° L'élaboration du programme défini à l'article L.2421-2 ;
- 3° La fixation de l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- 4° Le financement de l'opération ;
- 5° Le choix du processus selon lequel l'ouvrage sera réalisé ;
- 6° La conclusion des marchés publics ayant pour objet les études et l'exécution des travaux de l'opération.

3.3 Définitions

Pour une meilleure compréhension des parties, il convient de préciser et définir certains termes rencontrés durant la vie du marché.

L'« acheteur » est le pouvoir adjudicateur (Caisse d'allocations familiales du Rhône) qui conclut le marché avec le titulaire.

Le « Maître d'Ouvrage » est l'établissement public, propriétaire des ouvrages. La maîtrise d'ouvrage (MOA) est assurée par la Caisse d'allocations familiales du Rhône, représenté par Madame la Directrice Générale en exercice.

Le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire.

L'« Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique » est assurée par le titulaire du présent marché qui est **un bureau d'étude technique**.

La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

L'« ordre de service » est la décision du Maître d'Ouvrage qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché ; les ordres de services sont pris et notifiés par le Maître d'Ouvrage aux titulaires. Il peut être adressé par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique aux titulaires des marchés de travaux en phase d'exécution.

3.4 Représentation des parties

Dès la notification du marché, le titulaire et l'acheteur désignent une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation à l'acheteur ou au titulaire du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire et à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire et l'acheteur.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'Acte d'Engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et l'acheteur en cours d'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'Architecte est désigné dans le marché comme mandataire et représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

3.5 Obligations des parties

3.5.1 Obligation de confidentialité

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-MOE en matière d'obligations de confidentialité de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique et du Maître d'Ouvrage.

3.5.2 Cybersécurité

La cybersécurité est définie par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) comme un « état recherché pour un système d'information lui permettant de résister à des événements issus du cyberspace susceptible de compromettre la disponibilité, l'intégrité ou la confidentialité des données stockées, traitées ou transmises et des services connexes que ces systèmes offrent ou qu'ils rendent accessibles. La cybersécurité fait appel à des techniques de sécurité des systèmes d'information et s'appuie sur la lutte contre la cybercriminalité et sur la mise en place d'une cyberdéfense ».

En application de l'article 2 de l'Arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité, le titulaire est tenu de respecter les prescriptions des politiques de sécurité des systèmes d'information ou à défaut de sa charte informatique. En cas de modifications des PSSI, elles seront fournies par voie d'avenant au titulaire.

Conformément à l'article 4.3 de l'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité, le titulaire du présent marché est tenu de fournir à première demande du Maître d'Ouvrage :

- La documentation nécessaire à la sécurisation des fournitures dans le ou les systèmes d'information ;
- La documentation nécessaire à la protection des données.

Les articles 5 et 6 de l'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité, imposent au titulaire deux obligations :

- D'une part, de mise à jour des composants logiciel afin de maintenir le niveau de sécurité ;
- D'autre part, d'information des événements et changements impactant la sécurité (annonce de correctif, attaque en cours, nouvelle configuration à appliquer, violation de données à caractère personnel) par la mise à disposition d'un système d'information (flux RSS ou liste de diffusion par courriel).

ARTICLE 4 – SOUS TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial (DC4) de sous-traitance téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu de l'acheteur un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L.4532-9 du Code du travail.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché reste solidairement responsable avec le sous-traitant tant envers l'acheteur qu'envers les tiers, du parfait accomplissement de toutes les clauses et conditions du marché. Toute sous-traitance passée sans autorisation restera nulle et de nul effet à l'égard de l'acheteur.

La clause de révision de prix prévue au présent CCAP est reportée au DC4.

Le DC4 doit également préciser si le sous-traitant souhaite bénéficier de l'avance.

Le contrat de sous-traitance est requis par la maîtrise d'ouvrage tel qu'il est prévu au CCAG-MOE.

ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE - DELAI D'EXECUTION

5.1 Durée du marché

La durée d'exécution du marché court à compter de la date de sa notification et jusqu'à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement applicable aux marchés de travaux ou après prolongation de ce délai, si les réserves, signalées lors de la réception des travaux ou pendant le délai de garantie, ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

5.2 Délais prévisionnels d'exécution des éléments de missions et de remise des documents à remettre par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique.

Compte-tenu de la durée estimée des travaux, la durée estimée du marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique / bureau d'étude est de 30 mois jusqu'au terme de la GPA travaux.

Les délais de remise des documents propres à chaque élément de mission sont fixés selon le tableau ci-dessous :

Diagnostic (DIAG)	30 jours à compter de la validation de la notification de l'ordre de service
Etude avant-projet Définitif (APD)	30 jours à compter de la validation de la notification de l'ordre de service
DCE : Dossier de consultation des entreprises (DCE)	30 jours à compter de la validation de la notification de l'ordre de service
ACT : Accompagnement à la contractualisation	45 jours à compter de la validation de la notification de l'ordre de service (Analyse + négo + Classement)
Notification du marché	11 jours à compter de la notification des lettres de rejet
Période de préparation	30 jours à compter de la notification de l'ordre de service
VISA : l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs	30 jours à compter de la notification de l'ordre de service
<i>Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)</i> <i>Ordonnancement Pilotage Coordination (OPC)</i>	Durée du marché de travaux à compter de la notification de l'ordre de service de début d'exécution.
Opérations préalables à la réception avec suivi des réserves en GPA	Une année à compter de la date annoncée de l'achèvement des travaux
Dossier des ouvrages exécutés	30 jours à la réception des ouvrages

Les délais fixés ne prennent pas en compte les délais de vérification des livrables fournis à chacune des phases par le Maître d'Ouvrage.

Le planning d'exécution contractuel détaille les délais par missions.

5.3 Prolongation des délais d'exécution

Conformément à l'article 15.1.1 du CCAG-MOE, « le délai d'exécution du marché, ou du premier élément de mission lorsque le marché comporte plusieurs éléments de mission, court à compter de la notification de la date précisée dans l'ordre de service de démarrage des prestations ».

En cas de prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution correspond à la date de présentation des études à l'acheteur, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

Les stipulations du présent CCAP maintiennent l'obligation prévue par le CCAG-MOE de prolonger le délai d'exécution si l'impossibilité de respecter un tel délai est due à l'acheteur ou à un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel. Dès lors, les obligations contractuelles des parties sont ajustées en conséquence afin de tenir compte de la prolongation du délai d'exécution du marché.

Les prolongations des délais d'exécution sont notifiées par ordre de service et donnent lieu à un avenant récapitulatif intégrant ces délais dans le planning.

Le bénéfice d'une telle prolongation est conditionné au signalement par le titulaire des causes faisant obstacles à l'exécution du marché dans les délais contractuels. Ce signalement doit être non-équivoque et réalisé **par dérogation à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE dans un délai de cinq jours** à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché dans l'hypothèse où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours.

En cas de retards imputables aux autres opérateurs intervenant sur le chantier, l'assistance à maîtrise d'ouvrage technique doit les mettre en demeure d'exécuter les prestations dans les délais impartis et signaler ces retards au Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse d'une demande de prolongation du délai d'exécution par le titulaire, le CCAG-MOE précise **que l'acheteur dispose de quinze jours**, à compter de la date de réception de la demande, pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut pas non plus être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du titulaire dans le cadre d'un autre marché du même Maître d'Ouvrage passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles. Dans ces hypothèses, la durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG-MOE, le silence de l'acheteur passé le délai de quinze jours ne saurait valoir acceptation de la demande de prolongation.

5.4 Arrêt de l'exécution des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage technique

Dans la mesure où les prestations du présent marché sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement (dont le détail est clairement identifié et chiffré dans une partie intégrante de l'Acte d'Engagement), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique qui font l'objet du présent marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations constitue un motif d'intérêt général et entraîne la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 31 du CCAG-MOE. Pour la fixation de la somme figurant au crédit de l'assistance à maîtrise d'ouvrage technique, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu est fixé à 5% du montant hors TVA des prestations non réalisées en cours d'exécution,

Par dérogation à l'article 27 du CCAG MOE, en cas de refus de financement par la tutelle de la Caf du Rhône, la Cnaf (Caisse nationale des allocations familiales) le maître d'ouvrage pourra mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement du marché, sans que le titulaire du marché ne puisse prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Exécution des éléments de mission

La première mission démarre à la notification du marché.

Ensuite le passage d'un élément de mission à un autre fera l'objet un ordre de service émis par la Caf.

Conformément à l'article 5.4 du CCAP, la Caf se réserve le droit de ne pas poursuivre le marché après la phase APD sans l'accord de financement du marché de travaux à venir de sa tutelle.

6.2 Format et support pour la remise des études

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Les supports remis par le Titulaire devront être modifiables et visionnables facilement par le Maître d'Ouvrage sous des licences courantes.

Le Maître d'Ouvrage et l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

Certaines prestations peuvent faire l'objet d'une remise matérialisée (dossier papier), dans les quantités définies ci-après :

	Nombre d'exemplaires
Avant-Projet Définitif (APD)	1
Dossier de consultation des entreprises (DCE)	1
Dossier des ouvrages exécutés (DOE)	1

Une maquette numérique sous format IFC sera transmis par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique à chaque rendu de phase.

6.3 Point de départ des délais de présentation des documents

Le point de départ des délais de présentation des études sont définis de la manière suivante :

	Point de départ des délais de présentation des études
Avant-Projet Définitif (APD)	Notification des OS de démarrage
Eléments du DCE produits par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique	
Dossier des ouvrages exécutés (DOE) et suivi des réserves en GPA	Date de la réception par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique des DOE des entrepreneurs

La décision par le Maître d'Ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais définis **au planning**.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

ARTICLE 7 – SUIVI DES MARCHES DU ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE/BET ET DES TRAVAUX

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution du ou des marchés publics de travaux sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles de ces marchés.

7.1 Réunions de chantier

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique organise et dirige les réunions de chantier au moins une fois par semaine jusqu'à la réception des travaux.

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique aura également à sa charge la rédaction et la remise d'un compte rendu après chaque réunion dans les cinq jours suivants la réunion.

7.2 Ordres de services

L'« ordre de service » tel que défini à l'article 2 du CCAG-MOE, constitue la décision du Maître d'Ouvrage qui précise à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique.

Il sera possiblement pris des ordres de service modifiant les conditions contractuelles du marché ; tels qu'ils sont définis au CCAG MOE et CCAG Travaux.

7.2.1 Forme des notifications des ordres de service concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique et les titulaires des marchés de travaux

Pour les notifications des ordres de services, qu'ils soient adressés à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique ou aux titulaires des marchés de travaux, le mail sera utilisé selon les adresses définies lors de la réunion de lancement.

Les ordres de services modifiant les conditions contractuelles d'exécution du marché de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique et des marchés de travaux seront également communiqués par voie dématérialisée via la plateforme « PLACE » qui permet l'horodatage.

Le principe de la présomption de bonne réception admise par l'ensemble des parties aux marchés.

7.2.2 Formalisme à respecter pour la délivrance des ordres de service concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique et les titulaires des marchés de travaux

Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le Maître d'Ouvrage.

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique et les titulaires des marchés de travaux en accusent réception datée. Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été adressé, ou, à défaut de consultation à l'issue du délai de huit jours à compter de la date d'envoi du document.

Les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives sont notifiés directement par le Maître d'Ouvrage aux titulaires concernés.

Les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives notifiés aux titulaires des marchés de travaux sont prescrits et préparés par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique. Ils sont communiqués par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique au Maître d'Ouvrage dans un délai de 7 jours à compter de la date du fait générateur.

Dans le cadre de ces ordres de services à incidence financière concernant les titulaires des marchés de travaux, comme pour les Ordres de Service de prolongation, d'interruption, de suspension ou d'ajournement, comme les avenants, une fiche technique de modification du marché (FTM) est préparée par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique qui sera transmise dans ce délai de 7 jours au Maître d'Ouvrage, qui la finalisera.

Ces Ordres de Service de prestations supplémentaires ou modificatives donnent lieu à une juste rémunération. En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule qualité pour formuler des observations.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement qui a la charge et la responsabilité de les diffuser auprès des co-traitants concernés.

Si les ordres de services modifient l'exécution contractuelle du marché, le mandataire doit s'assurer que les actes spéciaux de sous-traitance sont rédigés, notifiés et communiqués à la maîtrise d'ouvrage.

7.2.3 Observations formulées sur les ordres de service de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique qui souhaite émettre des observations sur les prescriptions d'un ordre de service doit les notifier au Maître d'Ouvrage (art. 3.8.2 du CCAG-MOE).

Les observations doivent être formulées dans un délai commun de 5 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion **par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG MOE**. A noter qu'un délai spécifique de 15 jours s'applique s'agissant des ordres de service de détermination des prix des prestations supplémentaires ou modificatives avec incidence financière **par dérogation à l'article 14.2 CCAG-MOE**.

Le silence gardé par le Maître d'Ouvrage vaut rejet des observations.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter des observations.

7.2.4 L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique ne peut refuser d'exécuter un ordre de service

Le titulaire est tenu de se conformer aux ordres de service qui lui sont notifiés que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer aux ordres de service présentant un risque en termes de sécurité, de santé ou contrevenant à une disposition législative ou réglementaire à laquelle l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique est soumise dans l'exécution des prestations objet du marché les observations formulées dans ce cadre devront être dûment motivées et notifiées par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique au Maître d'Ouvrage. Le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du Maître d'Ouvrage. En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de quinze jours, le titulaire n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

ARTICLE 8 – REMUNERATION DE L'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE TECHNIQUE

8.1 Dispositions générales

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

La rémunération de la mission de base d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique est forfaitaire et tous frais confondus. Elle tient compte, au titre du taux de complexité, du coefficient modulateur et du taux de majoration, de la nécessaire intervention de bureaux d'études spécialisés ou de la conclusion directe par la Maîtrise d'Ouvrage de contrats de prestations.

Elle couvre l'ensemble des honoraires de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique dus au titre de la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique y compris ceux de l'économiste, des bureaux d'études ou d'autres spécialistes éventuellement nécessaires.

Le prix du marché est hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Il est précisé que le prix forfaitaire du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle et de sa responsabilité civile décennale. Ces frais incluent notamment ceux relatifs aux déplacements, à la reprographie des documents d'étude prévue au présent document, aux frais de secrétariat.

Le forfait de rémunération comprend une réunion de travail associant Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique et Maîtrise d'Ouvrage pour chacun des éléments de mission.

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

8.2 Enveloppe financière prévisionnelle des travaux

La partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le Maître d'Ouvrage s'élève à 400 000 € HT sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 fixé au présent CCAP.

8.3 Modalités de fixation du forfait de rémunération

8.3.1 Forfait provisoire

Compte tenu de la mission confiée au Bureau d'Etude Technique, qui n'est pas une mission de maîtrise d'œuvre liée à une opération de travaux ; le présent marché déroge aux principes de la rémunération provisoire prévue pour les Assistances à Maîtrise d'Ouvrage techniques en lien avec une opération de travaux sur un ouvrage. La rémunération fixée à l'Acte d'Engagement lors de la notification du marché est définitive.

- **Forfait de rémunération de la mission de base**

La rémunération des missions de base est fixée dans l'Acte d'Engagement.

- **Forfait de rémunération des missions complémentaires**

La rémunération des missions complémentaires est fixée dans l'Acte d'Engagement.

8.3.2 Mois M0

M0 = mois de la notification du marché.

8.3.3 Forfait définitif

Le forfait de rémunération d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique fixé à l'Acte d'Engagement est définitif.

ARTICLE 9 - PRIX

Prix initiaux : Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, les prix initiaux sont ceux qui figurent dans l'offre du Titulaire.

Prix de règlement : Les prix sont révisables mensuellement, à compter du deuxième mois d'exécution avec prise en compte des derniers indices publiés au plus tard le 1er jour du deuxième mois de la prise d'effet des prestations

Les prix sont révisables selon la formule suivante :

$$\text{Prix (m)} = \text{Prix(o)} * \text{Ind}(\text{Im}/\text{Io})$$

P(o) = Prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro de remise des offres.

Ind = Indice retenu : ING – ingénierie base 2010, identifiant 001711010. La valeur est celle connue au mois (Io) à la date limite de remise des offres ; et au mois de réalisation des prestations (Im).

L'éventuelle augmentation des prix suite à la révision annuelle ne pourra dépasser 3% par rapport aux prix initiaux.

La révision des prix se fait à la baisse comme à la hausse. Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur, à partir de la 3^{ème} décimale.

La révision s'appliquera sur chaque facture d'acompte mensuelle et le solde.

ARTICLE 10 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

10.1 Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L.2192-1 du Code de la Commande Publique, la facturation électronique est obligatoire pour l'ensemble des entreprises. Les transmissions des demandes de paiement se feront obligatoirement sous format dématérialisé via la solution :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

N° siret de la Caf du Rhône : 534 037 254 000 16

10.2 Délais de paiement

Le délai de paiement des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels et du solde est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le Maître d'Ouvrage.

Le délai global de paiement peut être suspendu une fois par l'ordonnateur avant l'ordonnancement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire précisant les raisons qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. Le délai sera alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justificatifs qui lui auront été réclamés.

Le Maître d'Ouvrage est chargé des vérifications et contrôles définis au présent document concernant les paiements.

Par dérogation à l'article 25.1 du CCAG-MOE, le titulaire du présent marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique ne peut, en cas de retard de paiement, interrompre ses prestations, ni solliciter la résiliation du marché.

10.3 Avances et acomptes

10.3.1 Avances

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse par le titulaire du marché, dans l'Acte d'Engagement.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-MOE.

Montant de l'avance :

Le taux de l'avance est fixé à 10%.

L'avance sera calculée dans les conditions définies aux articles R.2191-6 à 10 du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Conformément à l'article R.2191-13 du Code de la Commande Publique, une avance est versée dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-12.

Le règlement de l'avance doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque le montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises du marché.

10.3.2 Acomptes :

Les décomptes sont pris en charge et gérés par la solution CHORUS qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de

Éléments de mission	Avancement
Mission APD	80 % à la remise du dossier
	20 % à l'admission du Maître d'Ouvrage
Assistance pour la passation des marchés de travaux (ACT)	50 % à la remise des éléments du DCE produits par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique, inclus en cas de relance
	50% après la mise au point des marchés de travaux, inclus en cas de relance
VISA	au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)	au prorata de l'avancement de la mission
Ordonnancement Pilotage Coordination (OPC)	au prorata de l'avancement de la mission
Assistance aux opérations de réception (OPR-GPA)	60 % à compter de la date d'effet de la réception 15 % à compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception 10 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés établi par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique 10 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés établis par les entreprises et validé par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique 5 % à l'issue de l'année de parfait achèvement

Ces projets de décompte seront acceptés ou rectifiés sur CHORUS par le représentant de la Maîtrise d'Ouvrage.

10.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué soit sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, soit des comptes séparés selon la volonté des cotraitants.

Dans le cas d'un règlement de chacun des cotraitants sur des comptes séparés, cette modalité de règlement ne remettra pas en cause la responsabilité solidaire du mandataire, comme des cotraitants solidaires, le cas-échéant.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

10.5 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la Commande Publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

ARTICLE 11 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE / BUREAU D'ETUDE

Conformément à l'article 14 du CCAG-MOE, le Maître d'Ouvrage peut prescrire à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique, par ordre de service, l'exécution de prestations modificatives ou supplémentaires après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-MOE, les prestations modificatives n'ouvrent pas droit au versement d'une indemnité complémentaire au prix fixé par l'ordre de service et l'avenant qui suivra.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le Maître d'Ouvrage à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique, l'ordre de service fixe provisoirement le prix nouveau retenu par le Maître d'Ouvrage pour leur rémunération après consultation de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique.

Le Maître d'Ouvrage ne peut émettre d'ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives que dans la mesure où le montant cumulé des ordres de service qui n'ont pas donné lieu à la signature d'un avenant est inférieur à 10 % du montant hors taxes du marché.

Les prix fixés par les ordres de service deviendront définitifs dans le délai de 30 jours à compter de leur notification au titulaire.

ARTICLE 12– CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET CONTRAINTES

12.1 Contraintes générales

A l'occasion de l'exécution des obligations découlant de l'attribution du marché, le titulaire est responsable de l'application par ses préposés, ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants, des règlements, indications ou consignes fixés par les services de la Mairie au sein de ses emprises et locaux, relatifs notamment et sans que cette liste ne soit limitative :

- Aux règles et conditions d'accès aux emprises,
- Aux éventuels emplacements et places de stationnement,
- Aux règles relatives à l'accès des bâtiments,
- Aux règles relatives aux conditions de livraison,
- Aux règles relatives aux respects des zones d'entreposage des matériels et matériaux,
- Aux jours et heures d'intervention mis au point contradictoirement,
- Au maintien en fonctionnement des espaces et locaux « code du travail »,
- Aux installations techniques et réseaux existants,
- Aux travaux de maintenance pouvant se dérouler simultanément.

Cette liste reste indicative.

12.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6 du CCAG-MOE. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant de l'acheteur.

12.3 Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement, de sécurité et de santé des personnes dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG-MOE. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande de l'acheteur.

12.4 Qualité environnementale

Le Maître d'Ouvrage est engagé dans une démarche de réduction de ses consommations d'énergie, et plus généralement de son empreinte environnementale. Les critères environnementaux devront être pris en compte dans la conception et la réalisation du projet, notamment à travers les axes suivants :

- Réduire la consommation d'énergie du bâtiment à travers la diminution de ses besoins (travail sur l'enveloppe et les systèmes) ;

- Utilisation de matériaux à faible empreinte environnementale : dans la mesure du possible, des matériaux biosourcés ou disposant de labels environnementaux seront proposés ;
- Gestion et traçabilité des déchets au cours de l'opération, y compris sur le volet revalorisation : ce volet pourra être intégré dans le cahier des charges des marchés de travaux et les entreprises pourront faire l'objet d'une évaluation sur le critère environnemental ;
- La limitation des nuisances relatives au chantier.

Toute solution susceptible d'améliorer la qualité environnementale du projet en respectant ses contraintes technico-économiques pourra être proposée au travers de la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique.

12.5 Insertion sociale

Sans objet pour ce marché.

12.6 Maintenance future de l'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage attache une attention particulière à ce que l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique conduise ses études de telle sorte que le coût de maintenance et du gros entretien et renouvellement soit optimisé pour le futur (dispositions constructives, qualité des matériaux et matériels proposés, durée de vie des matériels, maintenabilité, etc.).

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique devra notamment être vigilant à ce que les éléments mis en place soient facilement accessibles pour leur maintenance.

12.7 Mode de dévolution du(es) marché(s) de travaux

Le mode de dévolution des marchés de travaux sera décidé à l'issue de l'APD.

Il est précisé que le découpage éventuel en lots se fait en concertation avec le Maître d'Ouvrage au niveau de l'avant-projet définitif (APD). Le dossier de consultation des entreprises (DCE) en phase ACT devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix global et forfaitaire.

ARTICLE 13 – MODALITES DE REALISATION DU SUIVI FINANCIER DES MARCHÉS DE TRAVAUX

13.1 Vérification des projets de décompte des entrepreneurs (marché de travaux)

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Conformément à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, à partir du décompte mensuel, l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire du marché de travaux. L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b) Le montant des primes, le cas échéant ;
- c) Le montant de la TVA ;

d) Le montant des pénalités, le cas échéant ;

e) L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;

f) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;

g) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;

h) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire du marché de travaux est la somme des postes a et c ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes b (en cas de primes), e et f et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes d (en cas de pénalités), e, g et h.

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique notifie au titulaire l'état d'acompte mensuel et propose au Maître d'Ouvrage de régler les sommes qu'il admet. **Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux**, cette notification intervient dans les **8 jours** à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire **sur la solution CHORUS**.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de **8 jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le Maître d'Ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.**

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le Maître d'Ouvrage règle les sommes qu'il admet. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur la solution CHORUS.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du Maître d'Ouvrage sur CHORUS.

Le délai imparti à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au Maître d'Ouvrage via CHORUS est fixé à **8 jours** à compter de la date de réception du document.

Conditions d'intervention de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique en cas de facturation électronique :

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation via CHORUS.

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution CHORUS, il appartient à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique de récupérer le document, puis de le traiter et valider.

13.2 Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 15 jours à compter de leur date de réception par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique.

ARTICLE 14 -PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Cf. document RGD.

ARTICLE 15 – CONNAISSANCES ANTERIEURES / DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent marché comporte des dispositions relatives à la propriété intellectuelle, conformément au chapitre 6 du CCAG MOE, et selon les modalités définies ci-dessous.

L'acheteur peut utiliser les résultats pour ses besoins exprimés le présent marché ou découlant de l'objet des prestations. Il est entendu que les résultats au sens du présent CCAP s'entendent des résultats tels que définis par le CCAG MOE et des prestations qui seraient inachevées, qu'elles aient ou non été payées par le pouvoir adjudicateur, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique est un groupement de personnes.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le Maître de l'ouvrage, de ses prestations inachevées, en ne divulguant pas lesdites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au Maître de l'Ouvrage toutes les prestations et ébauches de prestations réalisées en exécution du marché.

La cession des résultats réalisés dans le cadre du marché par le titulaire se fait :

À titre exclusif (par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE) : cession par le titulaire à titre exclusif, de l'intégralité des droits d'exploitation sur les résultats.

Régime des résultats :

En complément des droits prévus par exception dans le régime des résultats du CCAG, ces droits comprennent également :

- Pour le **droit de reproduction** : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique ou électronique ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- pour le **droit de représentation** : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les résultats par tout moyen de diffusion, notamment par voie d'exposition, et/ou support électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, par les réseaux notamment internet et/ou intranet et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;

- pour le **droit de distribution** : le droit de distribuer, de faire distribuer ou d'autoriser un tiers à distribuer les résultats, notamment par la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation ;
- le **droit d'adaptation** : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les résultats, notamment en les modifiant par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs du résultat, par fusion avec d'autres documents ou résultats issus du marché, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit au respect de l'auteur, et ce, en une ou plusieurs fois ;

Toute exploitation à des fins commerciales des résultats, hormis dans les cas par ailleurs prévus par le présent marché, sera soumise à l'accord préalable du titulaire, et devra faire l'objet d'une convention spécifique délimitant l'objet de l'exploitation commerciale, la rémunération subséquente au bénéfice du titulaire.

Par ailleurs, au titre du présent contrat, le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder à des tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, notamment par une cession, une licence ou tout autre type de contrat, sous toute forme, tout ou partie des droits cédés à titre temporaire ou définitif.

En tant que de besoin et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes la cession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, magnétique, disque, réseau, disquette, CD ou DVD.

Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur, sans rémunération supplémentaire, le droit de reproduire l'image du ou des ouvrages réalisés à partir de ses études. Ainsi, il cède ce droit à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, le droit de :

- Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, notamment par fixation, enregistrement, numérisation, sans limitation de nombre, tout ou partie des images fixes ou animées, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique, audiovisuels sous forme de vidéogrammes ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- pour le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les images fixes ou animées par tout moyen, notamment par voie d'exposition, et/ou support papier, électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- pour le droit de communication : le droit de communiquer, de faire communiquer ou d'autoriser un tiers à communiquer les images fixes ou animées, notamment la mise à disposition du public ou de catégories de public, par fil ou sans fil, y compris câble, satellite, réseau téléphonique, ondes hertziennes, de manière à ce que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;
- pour le droit de distribution : le droit de distribuer, faire distribuer ou autoriser un tiers à distribuer et particulièrement par la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des images fixes ou animées, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation ;

- pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les images fixes ou animées, notamment de modifier, de retoucher le cadrage, la couleur, le format d'image, de mixer, assembler, condenser les images, d'incorporer des éléments textuels et d'en assurer la portabilité sur tout support, et ce, en une ou plusieurs fois ;

En conséquence de la cession des droits consentis, le pouvoir adjudicateur est libre d'exploiter et/ou d'autoriser un tiers à exploiter la reproduction de l'image fixe et/ou animée des ouvrages réalisés sur tout support pour les modes d'exploitation visés ci-après sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Dans le domaine de la presse : pour toute insertion de toute nature dans tout magazine, quotidien, revue périodique ou non, revue interne et d'une manière générale toute publication gratuite ou payante en France et dans tous les autres pays, y compris accessibles par les réseaux numériques ;
- Dans le domaine de l'édition : pour être intégré dans tout ouvrage, livre, guide, carte postale, fascicule, catalogue, plaquette, dépliant, brochure, prospectus, affiches que ces éléments soient commercialisés ou distribués à titre gratuit ;
- Dans le domaine de l'évènementiel : par l'organisation d'expositions, itinérantes ou non, y compris les expositions dans l'environnement numérique, sur tous supports ;
- Dans le domaine de la communication et de la publicité : pour tout type de publicité, de promotion ou de prospection, pour être intégré dans un vidéogramme, dans une présentation power point ou sous tout autre format, au sein d'un site web ou wap, portail ou intranet ;
- Par la constitution d'une base de données d'images.

La cession ainsi consentie au pouvoir adjudicateur ne prive cependant pas le titulaire d'exercer par lui-même, concurremment, les mêmes droits d'exploitation sur l'image des ouvrages, notamment pour la réalisation d'un livre de photos de ses travaux, usage web inclus (book en ligne par exemple).

Enfin, il est rappelé au titulaire du marché que le Maître d'Ouvrage détient les droits de reproduction de l'image des ouvrages de signalétique préexistants et d'autorisation d'un tiers à reproduire.

Le titulaire du marché s'engage à apporter au Maître de l'Ouvrage l'assistance indispensable à l'exercice des droits concédés pendant toute la durée de construction des ouvrages et jusqu'à la levée de la dernière des réserves.

Le Maître de l'Ouvrage pourra solliciter le titulaire du marché pour tout conseil technique relatif aux études qu'il a réalisé mais également pourra lui demander d'apporter son concours aux entreprises pour toute question, assistance technique et/ou transfert de compétence dans le cadre de la construction des ouvrages.

Cette assistance est incluse dans le prix du marché et ne pourra faire l'objet d'aucune rémunération supplémentaire.

ARTICLE 16 – PENALITES

Par dérogation à l'article 16 du CCAG-MOE, les pénalités sont cumulatives, s'appliquent dès le premier euro et sans mise en demeure préalable. De même, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

16.1 Pénalités de retard

16.1.1 Retard dans la présentation des documents d'études ou du rapport d'analyse des offres

En cas de retard imputable à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique dans la présentation des documents, dont les délais d'établissement sont fixés au présent CCAP, l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique encourt une pénalité de 150 € par jour calendaire par phase, après mise en demeure préalable non suivie d'effet.

16.1.2 Retard dans la vérification des projets de décompte et du décompte final des titulaires des marchés de travaux

Si le délai fixé au présent CCAP n'est pas respecté, l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard est fixé :

- pour les projets de décompte mensuels : 15 % du montant HT de l'acompte correspondant ;
Toute vérification d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique comportant des erreurs donnant lieu à reprise de la part de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique pourra être considérée comme retard de vérification donnant lieu à l'application de pénalités de retard.
- pour les projets de décompte final de l'entrepreneur : 40 % du montant HT du décompte final, après mise en demeure restée infructueuse ;

16.1.3 Retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 15 jours à compter de la réception par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique encourt des pénalités dont le montant est de 100 € par jour calendaire de retard, sans mise en demeure préalable.

16.2 Pénalités pour manquement aux obligations de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique

16.2.1 Réunions de chantier

En cas d'absence aux réunions de chantier du représentant de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique, il sera appliqué une pénalité de 200 € par réunion où l'absence a été constatée.

En cas de non-transmission des comptes rendus de chantier dans les délais, il sera appliqué une pénalité de 100 € par compte-rendu non diffusé.

En cas de dépassement du délai défini au présent document pour la diffusion des comptes-rendus de chantier, il sera appliqué une pénalité de 100 € par jour de retard dans la diffusion.

16.3 Défaillance de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique dans la mise en œuvre des opérations de réception

Si l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique ne procède pas aux opérations préalables à la réception dans le délai fixé à l'article 41.1 du CCAG-Travaux et dans les documents particuliers des marchés de travaux, un abattement de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

Si l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique n'est pas présente ou représentée à la date fixée par le pouvoir adjudicateur pour la réalisation des opérations préalables à la réception, ou si, bien que présent ou représenté, il refuse de procéder aux OPR, un abattement complémentaire de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

En cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique encourt une pénalité de 100€ par jour calendaire de retard.

16.4 Carence constatée dans la délivrance des ordres de services dans le cadre du suivi de l'opération

En cas de carence constatée dans la délivrance des ordres de services concernant l'exécution des marchés de travaux au Maître d'Ouvrage se verra appliquée une pénalité de 200 € par manquement constaté.

ARTICLE 17 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

17.1 Achèvement de la mission du bureau d'étude

Le Maître d'Ouvrage prononce l'admission de la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'admission de la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique intervient lors de la levée de la dernière réserve.

17.2 Décision du Maître d'Ouvrage à l'issue des opérations de vérification

Conformément à l'article 21 du CCAG MOE, les prestations pourront être admises en l'état ou avec observations, ajournement, réfaction et rejet.

Conformément à l'article 20 du CCAG-MOE, le Maître d'Ouvrage dispose de délais différenciés selon les éléments de mission de la prestation confiés à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique. Ces délais sont fixés à l'article 4 du présent CCAP.

Le Maître d'Ouvrage bénéficie d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet pour chacun des éléments de mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique. Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

- Admission en l'état ou avec observations

La décision d'admission avec observations peut consister en la formulation d'observations à prendre en compte pour la réalisation des éléments de mission suivants.

Si le Maître d'Ouvrage ne notifie pas sa décision dans le délai précité, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai. La décision du Maître d'Ouvrage d'ordonner le démarrage d'un élément de mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique vaut en tout état de cause admission tacite de l'élément de mission précédent.

- Ajournement

Le Maître d'Ouvrage, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique à présenter à nouveau au Maître d'Ouvrage, les prestations mises au point, dans un délai de trente jours.

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique doit faire connaître son acceptation dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. **Par dérogation à l'article 21.2.1 du CCAG-MOE**, en cas de refus de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique ou de silence gardé par lui durant ce délai, le Maître d'Ouvrage a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai **d'un mois** courant à partir de la notification du refus de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique.

Si l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le Maître d'Ouvrage dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique.

- Réfaction

Lorsque le Maître d'Ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique dispose de trente jours pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 21.3 du CCAG MOE, si l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique formule des observations, le Maître d'Ouvrage dispose ensuite de **60** jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le Maître d'Ouvrage est réputé avoir rejeté les observations de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique et l'admission est réputée sans réfaction.

- Rejet

Lorsque le Maître d'Ouvrage estime que des prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché, telles qu'elles ne peuvent être admises en l'état et qu'il n'apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, il prononce une décision motivée de rejet des prestations concernées qui est notifiée à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique. La décision de rejet ne peut être prise qu'après que l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique dispose de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour présenter ses observations par écrit ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 35 du CCAG MOE.

Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de rejet du Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 21.4.1 du CCAG MOE, si l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique formule des observations, le Maître d'Ouvrage dispose ensuite de **60** jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le Maître d'Ouvrage est réputé avoir rejeté les observations de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique et l'admission est réputée sans réfaction.

En cas de rejet des prestations, l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique est tenue d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Si les nouvelles prestations présentées par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique sont à nouveau rejetées par le Maître d'Ouvrage, le contrat est résilié pour faute de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage technique.

17.3 Période de garantie

A compter de la date de réception ou de la date de levée de réserves, le titulaire doit garantir les installations et ouvrages dans les conditions indiquées à l'article 9 du CCAG-MOE.

ARTICLE 18- ASSURANCE

Le titulaire doit être titulaire d'une police d'assurance destinée à couvrir ses responsabilités civiles, professionnelle et décennale.

Conformément à l'article 9.1.3 du CCAG MOE, il remettra au Maître de l'Ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution, ses attestations d'assurance, justifiant qu'il est à jour dans ses cotisations et que les police contient les garanties en rapport avec l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

ARTICLE 19 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Le Pouvoir adjudicateur s'efforcera de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à cette procédure.

En cas de litige lié à l'exécution du contrat, et avant saisine du juge, les parties aux contrats peuvent solliciter l'intervention gratuite du médiateur des entreprises dont les coordonnées sont les suivantes :

mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

Dans le cas où un règlement amiable des différends ou litiges susceptibles d'intervenir ne serait pas possible, le Tribunal judiciaire compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le siège social du Pouvoir adjudicateur à savoir :

Tribunal judiciaire de Lyon
Secrétariat du Greffe du TJ de Lyon
67 rue Servient 69003 Lyon
Tél. : 04.72.60.70.12 – tj-lyon@justice.fr

Les renseignements concernant l'introduction d'un recours dans le cadre de la présente procédure peuvent être obtenus auprès du greffe du Tribunal judiciaire de Lyon (voir coordonnées ci-dessus).

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAP qui dérogent au CCAG MOE	Articles du CCAG MOE auxquels il est dérogé
3.1	4.1
5.3	15.3
5.4	27
7.2.3	3.8.2
7.2.3	14.2
10.2	25.1
11	14
15	24
16	16
17.2	21.2.1 et 21.3 et 21.4.1
Article du CCAP qui dérogent au CCAG MOE	Article du CCAG TRAVAUX auquel il est dérogé
13.1	12.2.2.